leurs voûtes. A la fin de l'année, les banques à charte détenaient des valeurs pour un montant de 2 milliards de dollars. Pourquoi continuons-nous dans cette voie? N'avons-nous donc aucune crainte que la dette que nous accumulons ne vienne à ruiner le pays? Comme je l'ai dit, en empruntant de la Banque du Canada, nous ne sommes pas plus exposés à l'inflation que lorsque nous empruntons des banques à charte.

Je désire citer à l'appui de cette déclaration le témoignage du ministre des Finances lui-même. Le 15 octobre, il a publié dans la revue *Maclean's* un article soigneusement préparé où il répondait à certaines questions et donnait des éclaircissements sur les points les plus compliqués de notre système bancaire et de notre méthode d'emprunts. Voici ce que je trouve à la page 75:

Lorsque les banques prêtent de fortes sommes au Gouvernement, elles créent par ce moyen des dépôts additionnels. En premier lieu, les nouveaux dépôts sont remis au Gouvernement par les banques lorsqu'elles font le prêt. Mais le Gouvernement dépense ces dépôts en tirant des chèques contre eux, et l'argent s'en va entre les mains du public exactement comme si le Gouvernement avait imprimé plus de dollars pour payer ses dépenses.

Voici sa conclusion:

Ces dépôts de banque constituent la forme d'argent la plus commune et la plus importante de nos jours, et leur augmentation provoque les mêmes effets d'inflation et doit être soumise à la même sorte de restrictions que l'émission du numéraire.

S'il en est ainsi, qu'est-ce qui peut justifier d'ajouter un autre fardeau inutile pour financer nos déficits nécessaires en temps de guerre? Absolument rien. Je dirai au ministre que les banques à charte ont tout le champ d'action désirable dans les autres domaines d'activité qu'elles exploitent. J'ai préparé,—et je prendrai le temps de la consigner au hansard,—une déclaration sur la capitalisation primitive des banques à charte du Canada, au montant de 145 millions de dollars. Elles ont des milliards d'excédent; elles ont leur immeubles et le public leur a confié, à un demi pour cent, quelque \$1,700,000,000 en dépôt à long terme ou à la caisse d'épargne, qu'elles peuvent à leur tour prêter à cinq, six ou sept pour cent. Elles ont tout cela en plus de leur capital primitif et c'est pourquoi je considère qu'il est clair comme le jour que le Canada devrait cesser d'emprunter, sur sa propre garantie, des banques à charte du pays lorsque nous pouvons tout aussi bien emprunter de notre propre Banque du Canada.

Le ministre pourrait prétendre qu'il a fait un beau coup en obtenant un abattement du taux d'intérêt que je verse aux banques à charte. C'est évident. Je lui reconnais ce

[M. Slaght.]

mérite mais, d'un autre côté, les banques à charte ont pressenti l'heure du désastre. Elles savent qu'elles jouissent d'un écrasant monopole que nous leur avons concédé sans rien exiger en retour et j'ai conscience de plaider notre propre cause quand je les conjure de s'allier à l'Etat, de renoncer à ce monopole, à passer des écritures et à faire mine de prêter à l'Etat alors qu'elles se contentent de retirer des intérêts de l'Etat sans fournir de leurs propres capitaux.

Le ministre traçait l'an dernier un excellent tableau de ce régime lorsqu'il disait, le 15 juillet, dans un remarquable discours, ces paroles qui figurent à la page 4415 du hansard:

Quiconque connaît le fonctionnement de notre régime bancaire sait bien que dès que les banques obtiennent du nouveau numéraire,—j'entends par là des billets de la Banque du Canada ou des dépôts provenant de la Banque du Canada et convertible en billets de cette dernière,—des influences considérables entrent en jeu afin d'amener les banques à acheter des titres elles-mêmes et à faire des prêts elles-mêmes, de sorte que les dépôts des banques à charte seront sept, huit, neuf ou dix fois aussi considérables que leur encaisse disponible. En effet, cela est à la base de toutes leurs initiatives intéressées: elles gagnent de l'argent en en prêtant plus qu'elles n'en ont dans leur encaisse disponible. Si une banque ne prête pas plusieurs fois,—six, sept, huit, neuf ou dix fois,—le montant de son encaisse, elle n'est pas administrée de façon lucrative ou, au point de vue bancaire, de façon convenable.

M. HOWDEN: Des remarques de l'honorable député, je saisis que les banques consentent des crédits mais en retirent réellement des espèces. Est-ce là l'idée? Quand un prêt est dû, il est remboursé aux banques qui touchent de l'argent qu'elle n'a jamais créé.

M. SLAGHT: Si leurs prêts sont remboursés, naturellement il en est ainsi, et comme elles ont prêté 782 millions au ministre des Finances durant la deuxième année financière par un seul coup de plume, et sans valeur à l'appui, quand le ministre rembourse l'argent, elles obtiennent quelque chose qu'elles n'ont jamais possédé. Leur commerce de prêt d'argent qu'elles ne possèdent pas ne pourrait autrement être convenablement conduit avec profit, pour me servir des mots du ministre.,

M. HOWDEN: Et le remboursement a lieu en fin de compte.

M. SLAGHT: Si elles prêtent ou prétendent prêter de l'argent qu'elles n'ont jamais possédé et si l'emprunteur rembourse, le prêt remboursé était tout aussi réel que si elles avaient contrefait un billet. Aucune sécurité, aucune marchandise et aucun service ne le garantissait; aucun or ne le garantissait; pas un sou d'or de la Banque du Canada ne le garantissait et rien n'exigeait qu'il en fût